

Numéro 50 - 5 août 2020

**La résistance augmente en force et en détermination
partout aux États-Unis**

Les attaques violentes des forces de police fédérales ne parviennent ni à intimider ni à réprimer la rébellion

- Kathleen Chandler -



Le Mur des mamans à l'avant de la manifestation à Portland le 29 juillet 2020

- **Les manifestants obtiennent des injonctions restrictives et demandent des sanctions contre les forces fédérales**
 - **Pour sortir de prison, les personnes détenues doivent s'engager à ne plus manifester**
- **Les opérations d'intervention et d'enlèvement à Portland ont été testées durant le G20 à Toronto**

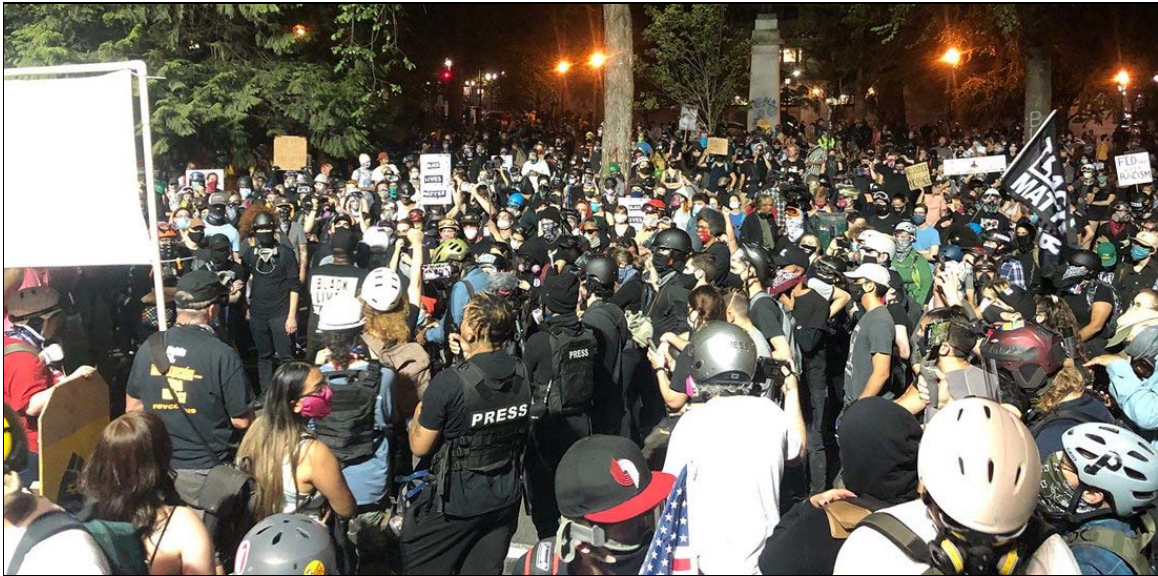
- Steve Rutchinski -

• Reportage photo

La résistance augmente en force et en détermination partout aux États-Unis

Les attaques violentes des forces de police fédérales ne parviennent ni à intimider ni à réprimer la rébellion

- Kathleen Chandler -



Portland, 25 juillet 2020

Alors que les forces de police fédérale étaient toujours à Portland, Oregon, la dernière semaine de juillet et étaient également déployées à Chicago, Seattle, Albuquerque, Kansas City ainsi que dans d'autres villes, le large mouvement de résistance qui persiste maintenant depuis plus de deux mois après la mort de George Floyd aux mains de la police au motif raciste a répondu par des actions encore plus importantes et plus déterminées. Des manifestations de solidarité avec Portland et de soutien aux revendications contre la brutalité policière raciste et l'impunité et pour l'égalité ont eu lieu dans de nombreuses villes la fin de semaine du 25 et 26 juillet. Des manifestations ont eu lieu à Oakland et Los Angeles, en Californie, à Chicago, Cleveland, Boston, New York, Louisville, au Kentucky, Omaha, au Nebraska, Richmond, en Virginie, Aurora, au Colorado et Austin, au Texas.

Depuis, les actions se sont poursuivies dans de nombreux endroits, notamment à Portland, où tous les soirs des milliers de personnes manifestent, défiant les gaz lacrymogènes, les balles en caoutchouc, les grenades assourdissantes et la violence des forces de police fédérales, de l'État et de la ville. Le Mur des vétérans (Wall of Vets) est également une caractéristique importante du mouvement de résistance à Portland. Le réseau KPTV de Portland rapporte:

« Les porte-paroles du Mur des vétérans disent que leur mission et leur message sont simples: ils soutiennent les manifestants pacifiques et se tiennent debout comme un bouclier entre eux et ceux qui, selon eux, violent ces droits.

« Nous avons vu le Mur des mamans, le Mur des papas et maintenant et le Mur des vétérans, un groupe d'anciens combattants de l'armée américaine, former ensemble un mur humain pour protéger des manifestants pacifiques.

« Nous sommes ici en tant qu'anciens combattants progressistes et nous n'avons jamais eu de voix auparavant et je pense que nous sommes maintenant unis pour défendre ce que nous croyons être juste', dit Tessa Terry, une ancienne combattante et organisatrice du chapitre de Portland du Mur des vétérans.

« Elle dit qu'il faut se concentrer sur le mouvement Black Lives Matter.

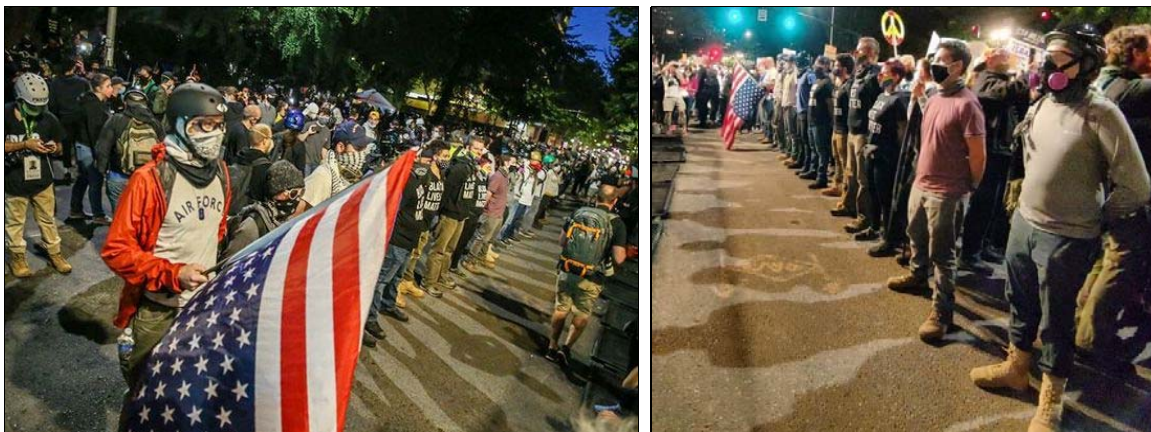
« C'est troublant de voir ce qui arrive aux citoyens et encore plus troublant de voir que les troupes fédérales sont là', explique-t-elle.

« Son mari LeShan Terry, qui est également un ancien combattant, se joint à elle et aux autres anciens combattants aux manifestations tous les soirs.

« C'est pour montrer que ce n'est pas violent de notre côté et qu'il y a de l'agitation qui est faite contre nous. Le Mur des vétérans se tient 'au repos' pour dire 'vous nous tirez dessus et nous ne sommes pas violents', explique-t-il.

« Les deux ainsi que leurs camarades anciens combattants ont pris des gaz lacrymogènes pendant plus de 50 nuits. »





Le Mur de vétérans, debout en position « au repos » entre la police et les manifestants. Derrière eux (deuxième rangée de photos) se trouve le Mur des mamans.

Les conflits entre les autorités fédérales et les autorités de l'État persistent. La gouverneure de l'Oregon, Kate Brown, a annoncé le retrait à compter du 30 juillet d'une partie des forces fédérales, dont celles du Service de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) et des unités d'élite spéciales de l'Agence des douanes et de la protection des frontières (BORTAC), mais que malgré les appels à leur retrait, d'autres agents fédéraux resteraient. Le secrétaire à la Sécurité intérieure, Chad Wolf, a déclaré : « Le département continuera à garder en place à Portland notre personnel supplémentaire de maintien de l'ordre jusqu'à ce que nous soyons sûrs que le tribunal fédéral Hatfield et les autres édifices fédéraux ne seront plus attaqués ».

Le 29 juillet, Portland a connu le plus grand déploiement de forces fédérales contre des manifestants non seulement devant le tribunal fédéral, mais également venant de deux directions des rues avoisinantes. Plus de 5 000 personnes, jeunes, travailleurs, mères et anciens combattants manifestaient pour exiger le retrait des forces fédérales, la fin des violences des forces fédérales et locales et pour la satisfaction de leurs revendications de changement en faveur du peuple. Le niveau de la résistance a également augmenté alors que des moyens sont développés pour lutter contre les forces policières.

« Nous sommes venus ici en t-shirts et en dansant avec des cerceaux et d'autres trucs, et ils ont commencé à nous tirer des gaz lacrymogènes, alors nous sommes revenus avec des masques à gaz, et ils ont commencé à nous tirer dessus, alors nous sommes revenus avec des gilets, et ils ont commencé à nous viser à la tête, alors nous avons commencé à porter des casques, et maintenant ils nous traitent de terroristes », a déclaré un organisateur. Les manifestants utilisent de bâtons de hockey et des raquettes de tennis pour relancer les grenades lacrymogènes par-dessus la clôture, des parapluies pour se protéger et des souffleurs de feuilles pour disperser les gaz.

Alors que tous les soirs les gens font face à une violence brutale et aux tirs de gaz lacrymogènes, les forces fédérales armées en tenue antiémeute et masquées sont entièrement protégées par une clôture métallique noire de 2,5 mètres de haut érigée le 22 juillet. Toute cette violence vise à disperser et à intimider les manifestants et également à détruire les efforts des manifestants pour affirmer eux-mêmes les droits humains à l'alimentation, aux soins de santé, au droit de conscience et de réunion.

« Nous ne tenons pas notre ville en otage. Nous disons que nous sommes la ville », a souligné un organisateur.

À Portland, les gens ont leurs propres médecins qualifiés et également leur propre véhicule d'urgence : le « Breonna Taylor Memorial Medical Utility Vehicle » – du nom de la technicienne d'urgence médicale (TUM) noire tuée par la police de Louisville, dans le Kentucky, plus tôt cette année. C'est une clinique médicale mobile, installée à l'arrière d'un camion d'occasion par un collectif d'infirmières et des TUM de Portland. Elle est équipée d'un défibrillateur, de casques et de bouteilles de solution saline et d'eau pour soigner les effets des gaz lacrymogènes. Le collectif a décidé de créer une clinique mobile qui pourrait se garer en bordure des manifestations afin de pouvoir porter secours aux blessés en quelques minutes et, si nécessaire, les conduire rapidement vers un hôpital ou une ambulance à proximité, ce qu'ils ont fait à plusieurs reprises pour les personnes touchées par des balles en caoutchouc. Les soins médicaux sont fournis gratuitement, une revendication des manifestants dans tout le pays, surtout en cette période de crise de la COVID-19 et des échecs du gouvernement sur ce front.



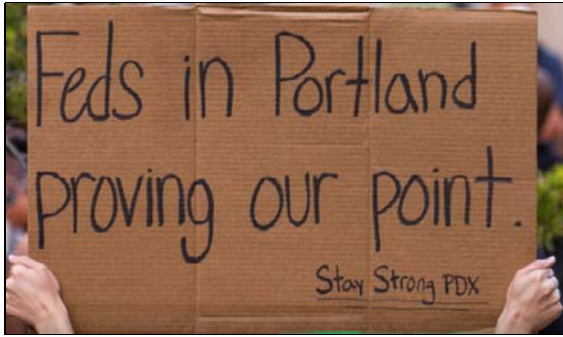
La clinique médicale mobile « Breonna Taylor Memorial Medical Utility Vehicle »

Seattle et d'autres villes ont également mis en place de tels services médicaux mobiles d'urgence.

De plus, les gens s'organisent pour que la nourriture soit fournie gratuitement en s'appuyant sur leurs propres forces. Par exemple, le Portland's Riot Ribs, avec une dizaine de grills et des dons réguliers de la communauté a fourni des hamburgers et des côtes levées tout au long des actions – et a résisté à plusieurs reprises aux efforts de la police fédérale et locale pour les empêcher de faire leur travail et pour les fermer. Ils ont résisté au gaz lacrymogène et à la confiscation de leur nourriture et de leur équipement.

Il y a aussi la cantine roulante de Black Lives Matter qui fournit gratuitement aux manifestants des barres alimentaires, des bouteilles d'eau et des pommes – tous des dons – à emporter. Les gens fournissent également des ordinateurs portables pour aider les gens à remplir leur formulaire de demande de prestations de chômage. Des « cercles de chaises » sont organisés pour permettre des « conversations libres », des discussions et accueillir les artistes et les muralistes. Les manifestants les décrivent comme un sanctuaire d'amour et de compassion.

« Quand vous voyez toute l'énergie qu'il y a là, les choses qu'ils chantent, ça me rend émotif, ça me fait sentir désiré, apprécié et respecté. J'ai l'impression que, pour la première fois de ma vie, je compte plus que physiquement », a déclaré un Afro-Américain.



Dans tout le pays, les gens s'organisent pour mener des actions encore plus unies, sans se laisser intimider par la violence de la police fédérale et locale et les tentatives de les criminaliser. Les gens prennent de plus en plus conscience que les mécanismes de gouvernance existant à tous les niveaux sont à la fois dysfonctionnels et nuisibles. À Portland, cela s'est traduit par l'accord qui prévoit que la police d'État travaille désormais sous l'égide de la police

fédérale tout en prenant le commandement de la police locale. Une telle structure de commandement est ce que recherche le gouvernement fédéral alors qu'il n'a pas l'intention de mettre fin à la violence des forces de police à tous les niveaux.

Mais ces millions de personnes en action ont un appui généralisé et croissant. Ils revendiquent une direction nouvelle pour le pays, une direction qui favorise la majorité et non les intérêts privés intéressés d'une minuscule minorité. La résistance cristallise la nécessité de l'époque d'investir le peuple du pouvoir et de la démocratie populaire, et tout indique qu'elle perdurera.



Le Mur des infirmières se rassemble pour la manifestation du 25 juillet 2020.

C'est cet effort commun et cette recherche d'arrangements qui affirment le droit humain à l'existence et la position selon laquelle la lutte pour les droits de tous et de toutes est la voie à suivre qui effraient le plus les élites dirigeantes et c'est la raison de ce déchaînement de violence de tous les corps policiers dans le but de les anéantir. Il est clair pour tout le monde que la brutalité et la violence lancées contre le peuple, vague après vague, ont pour but de l'épuiser et de détruire la résistance. Mais elles ne peuvent pas écraser la résistance, car la volonté d'être du peuple l'emporte. Ce grand moment de reddition de compte contient en lui les germes d'une démocratie pour le peuple, où c'est le peuple qui décide de ce qui arrive, et non ceux qui gouvernent d'en haut et veulent que le peuple se soumette à des conditions et à une autorité qui lui sont inacceptables.

Les manifestants obtiennent des injonctions restrictives et demandent des sanctions contre les forces fédérales

Une des facettes du mouvement de résistance aux États-Unis est l'engagement de poursuites judiciaires contre les services de police locales et fédérales pour leur recours excessif à la force et leurs attaques contre les journalistes et les observateurs juridiques. Des organisations de Portland ont récemment intenté une poursuite contre la police de Portland et les forces fédérales.

Le 23 juillet, le juge de la cour de district des États-Unis, Michael Simon, a interdit aux agents de police d'avoir recours à la force contre les journalistes et les observateurs juridiques. Ces deux groupes observaient les manifestations et documentaient le recours excessif à la violence dont l'utilisation des gaz lacrymogènes, des balles et aérosols de poivre de cayenne, notamment les balles en caoutchoic et les projectiles en sachet – qui peuvent causer des blessures graves et peuvent être mortels – les passages au tabac, les enlèvements et les autres formes de violence utilisées par les forces policières. L'injonction restrictive provisoire de 14 jours stipule aussi que les journalistes, photographes et observateurs juridiques sont exemptés des directives qui demandent au grand public de se disperser là où ont lieu les manifestations. Le juge Simon exige aussi qu'une copie en papier ou numérique de son injonction restrictive soit remise à tous les agents et officiers de police fédéraux à Portland, ainsi qu'à tous ceux qui pourraient être déployés dans la ville dans les semaines qui suivent. Il peut aussi prolonger l'injonction indéfiniment.

Le juge, qui avait émis une injonction similaire à l'intention de la police de Portland comme partie intégrante de la même poursuite, l'a élargie aux forces fédérales – une mesure que les représentants municipaux ont approuvée. Un avocat représentant la ville a dit que « les forces fédérales agissent à l'extérieur des propriétés fédérales et utilisent une force qui, preuves à l'appui, est disproportionnée et non justifiée dans ce contexte ».

L'injonction ne vise pas le recours généralisé à la force excessive par les forces locales et fédérales. Une autre poursuite judiciaire, qui est toujours en cours, porte sur les « actions abusives exagérées » des forces fédérales contre les manifestants.

Le 28 juillet, l'Union américaine des libertés civiques (ACLU) - Oregon, au nom du quotidien alternatif *Portland Mercury* et de dix plaignants individuels dont des journalistes et des activistes juridiques, a affirmé que les agents de police fédéraux à Portland ont violé l'injonction restrictive. L'ACLU a dit que des vidéos, photographies et témoignages montrent que des agents fédéraux ont blessé par balles de caoutchouc ou projectiles en sachet trois personnes qui étaient clairement identifiées comme étant des observateurs juridiques. Elles ont été frappées à la tête, au cou et à la poitrine. Les forces fédérales ont « volontairement » dispersé des journalistes par gaz lacrymogènes. L'ACLU demande que la cour dépose des plaintes d'outrage contre les agents fédéraux identifiés en tant qu'attaquants, qu'ils soient nommés, cités à comparaître et interdits de participer à toute opération armée à venir en Oregon, ce qui ne s'est pas encore produit.

Les avocats du département de la Justice ont prétendu que les attaques contre les manifestations étaient nécessaires pour « combattre des émeutiers endurcis » et que les attaques contre les journalistes et les observateurs juridiques étaient des « conséquences involontaires du contrôle des foules ». Le juge a rejeté ce plaidoyer sur la base que « les plaignants dans leurs déclarations font état de situations où ils étaient identifiables en tant que journalistes, ne participaient à aucune activité ou manifestation, n'étaient pas à proximité des manifestants, et ont pourtant été des cibles de la violence des agents fédéraux ». Il a dit que les preuves avancées par le gouvernement ne venaient en rien appuyer le recours à la force contre les journalistes et les observateurs juridiques.

Pendant l'audience du procès, le juge a exigé du département de la Justice qu'il fournisse des preuves que les gens clairement identifiés en tant que journalistes ou observateurs juridiques auraient blessé des représentants fédéraux ou endommagé une propriété fédérale. L'avocat a avoué que le gouvernement n'avait pas de telles preuves en main.

Un autre juge fédéral basé à Portland a rejeté la demande de la procureure générale de l'Oregon Ellen Rosenblum exigeant que les représentants fédéraux s'identifient lors d'arrestations ou de la détention de suspects et qu'ils cessent de détenir des gens sans raison valable. Le juge a dit qu'Oregon n'a pas l'autorité requise pour demander une injonction restrictive, ce qui veut dire que la cause n'a pas été jugée sur la base du mérite, mais sur le fait que la gouverneure n'est pas la personne habilitée à faire une telle demande pour des activités ayant lieu à Portland.

Les forces fédérales continuent de défier les tribunaux et les représentants locaux et de l'État pour rendre inefficace cette injonction restrictive à Portland, tout comme elles ont rejeté celles limitant le recours au gaz lacrymogène. Le procureur général des États-Unis William Barr et le président Trump continuent de préconiser la violence et la brutalité non seulement à Portland, mais dans des villes partout au pays, encourageant le rejet des ordonnances de la cour. Ils sont les défenseurs du dicton impérialiste de la loi du plus fort parce qu'ils veulent consolider le contrôle présidentiel sur les forces policières à tous les niveaux, tant fédérales, d'État que locales.

Une ordonnance de cesser et de s'abstenir pour une clôture érigée par les forces fédérales

Une autre expression des conflits continus entre l'État et les forces fédérales est le fait que le Bureau du transport de Portland (PBOT) a adopté une ordonnance de cesser et de s'abstenir le 23 juillet, demandant aux agents fédéraux de démanteler la clôture de huit pieds érigée autour du palais de justice fédéral. Selon l'ordonnance, elle a été érigée illégalement et entrave le droit de passage des résidents de la ville, y compris sur « une des pistes cyclables les plus achalandées des États-Unis ». Le bureau ajoute qu'il pense imposer une amende de 500 \$ pour chaque 15 minutes où la rue est obstruée par la clôture, ce qui revient à des centaines de milliers de dollars en amendes. Il a aussi affirmé qu'il enlèverait la clôture, bien qu'elle soit toujours en place.

La commissaire Chloe Eudaly qui préside le PBOT a affirmé : « Cette clôture a été érigée sans la permission ou l'émission de permis liés à la propriété privée, et c'est un abus de la propriété publique et une menace au public qui s'y promène. Cet acte illégal ne sera pas toléré dans notre communauté. »

« Il est scandaleux que des agents fédéraux non identifiés et arrivant à l'improviste érigent un mur pour se cacher des gens qu'ils sont censés servir, et j'ai avisé le PBOT de surveiller de très près les agissements des occupants fédéraux pour retenir toute violation additionnelle », a dit la commissaire Chloe Eudaly.

(Voice of Revolution. Traduit de l'anglais par LML)

Pour sortir de prison, les personnes détenues doivent s'engager à ne plus manifester

En violation flagrante du droit de conscience, du droit de parole et du droit d'assemblée, les forces fédérales de Portland, en Oregon, arrêtent des personnes et ne les relâchent que si elles acceptent de ne pas manifester ou s'engagent même à ne pas s'approcher des zones de manifestations. Beaucoup sont arrêtées sur la base d'accusations mineures, comme « ne pas avoir obéi » à un ordre de descendre d'un trottoir. Ensuite, les personnes arrêtées sont obligées d'accepter de ne pas manifester comme condition de leur libération. Beaucoup se voient obligées de se soumettre à ce chantage, faute de quoi elles pourraient rester en prison jusqu'au procès qui pourrait être dans des semaines, laissant leurs familles vulnérables durant leur absence.

Depuis le 20 juillet, le gouvernement fédéral a fortement augmenté le nombre d'accusations de crimes fédéraux porté envers les manifestants. Les infractions mineures utilisées sont classées comme des délits fédéraux uniquement parce qu'elles se produisent sur une propriété fédérale qui comprend les trottoirs autour du palais de justice. Les documents judiciaires montrent que plus d'un tiers des manifestants sont inculpés du « non-respect d'une ordonnance légale », dont 14 ont été accusés entre le 21 juillet et le 24 juillet seulement. D'autres sont accusés de voies de fait sur un agent fédéral, bien qu'aucun agent ne soit effectivement nommé.

Au moins 12 des personnes arrêtées ces dernières semaines se sont vu imposer spécifiquement une interdiction d'assister à des actions de protestation ou des manifestations alors qu'elles attendent d'être jugées pour délit fédéral. Certaines sont exclues des manifestations à Portland, d'autres de n'importe quelle manifestation en Oregon et d'autres encore d'actions n'importe où au pays.

« L'accusé ne peut pas assister à d'autres manifestations, rassemblements, assemblées ou rassemblements publics dans l'État de l'Oregon », déclare « l'ordonnance établissant les conditions de libération » pour un manifestant, ainsi que d'autres conditions telles que la comparution à des dates d'audience. Dans au moins deux cas, il n'y a pas de restrictions géographiques. Un document de libération indique : « Ne peut participer à aucune protestation, manifestation, rassemblement, assemblée tant que cette affaire est en cours. »

Les ordonnances sont signées par des magistrats fédéraux qui ont ample latitude pour fixer les conditions de libération de toute personne accusée d'un crime. Ils reçoivent généralement des recommandations des services juridiques avant procès des États-Unis, une branche du département de la Justice qui recueille les commentaires des procureurs et d'autres parties à une cause. On soupçonne que les interdictions de manifester ont été initiées par des fonctionnaires du département de la Justice. Le procureur général des États-Unis pour l'Oregon, Billy J. Williams, par exemple, a qualifié les manifestants d'« extrémistes violents ». « Nous allons faire ce qui est nécessaire pour protéger les propriétés fédérales », a déclaré Williams.

Lier la libération à l'acceptation de ne pas protester est également un moyen de criminaliser davantage les manifestations. Les personnes touchées par cet interdit ne sont pas accusées d'infractions violentes et l'interdit est de portée fédérale parce que cela s'est produit sur une propriété fédérale, ou du moins c'est ce que prétendent les forces fédérales. Les conditions de libération sont censées être liées à la sécurité publique ou au risque de fuite. Imposer de telles conditions suppose donc que manifester constitue un risque de « sécurité publique » tout en servant également à menacer les défenseurs des droits par de telles interdictions. Comme le montrent les actions continues de milliers de personnes, l'intimidation ne réussit pas.

Les opérations d'intervention et d'enlèvement à Portland ont été testées durant le G20 à Toronto

- Steve Rutchinski -



La police attaque et enlève des manifestants sur l'Avenue Eastern à Toronto pendant le Sommet du G20, le 27 juin 2010

Les événements récents déclenchés par les forces de police fédérales des États-Unis à Portland, en Oregon, depuis la violence débridée jusqu'aux opérations de style paramilitaire d'intervention et

d'enlèvement, nous rappellent ce qui s'est produit au sommet du G20 à Toronto en juin 2010. Aussi choquantes que soient ces actions, elles ne relèvent pas d'un entraînement inadéquat de la police pour le contrôle des foules, ou de quelques mauvais éléments, ou d'un président voyou. Ce sont des activités conscientes, délibérées et planifiées pour réprimer l'opposition et la résistance du peuple. Dans les circonstances actuelles aux États-Unis, il s'agit de la résistance qui a soulevé le pays contre le racisme organisé par l'État et les décès à caractère raciste aux mains de la police qui ont été commis en toute impunité. Pendant le G20 à Toronto, il s'agissait de l'opposition massive à l'offensive antisociale des gouvernements des pays du G20.

Voir les manifestants brutalement attaqués à Portland, enlevés dans les rues et poussés dans des fourgonnettes banalisées par des assaillants non identifiés – qui sont en fait des forces de police fédérales sous la direction du département de la Sécurité intérieure – présente de nombreux parallèles avec ce qui s'est produit à Toronto en 2010. Quiconque a participé aux rassemblements de masse devant les centres de détention improvisés sur l'Avenue Eastern en 2010, alors que ces opérations de kidnapping se



sont produites, n'oubliera jamais ces événements. Appuyées par un grand nombre de policiers anti-émeute, des escouades de policiers en civil sont surgies de fourgonnettes banalisées, ont assailli tout manifestant qui se trouvait à portée de la main, se sont emparées d'une « personne d'intérêt » et l'ont poussée dans une de ces fourgonnettes et se sont enfuies[1].

Au moment du Sommet du G20, *Le Marxiste-Léniniste* a indiqué que ces événements de violence policière à Toronto n'étaient pas une aberration, mais faisaient partie d'un modèle en développement de l'activité de l'État visant à empêcher les travailleurs et le peuple d'avoir leur mot à dire dans la société – que ce soit sur le droit à la santé, à l'éducation et aux autres programmes sociaux, l'opposition à la guerre ou une direction de la société servant un objectif prosocial – pour transformer la situation en leur faveur. La violence contre les étudiants et les Québécois qui se sont dressés en 2012 contre le gouvernement Charest et son adoption de la loi spéciale qui les criminalisait ont donné une nouvelle preuve de la répression accrue par l'État contre le peuple, son droit de conscience et son droit collectif de s'organiser politiquement.

Le premier ministre de l'époque, Stephen Harper, a décidé de tenir le G20 à Toronto pour créer une occasion pour un exercice paramilitaire contre le peuple. C'est précisément ce que le G20 a été, un exercice paramilitaire massif orchestré par le département de la Sécurité intérieure, mobilisant de multiples forces policières fédérales, provinciales et municipales, et autorisé par les États-Unis de même que par les gouvernements du Canada et de l'Ontario.

De nombreuses enquêtes ont été tenues pour déterminer pourquoi la police était intervenue avec une telle violence contre le peuple, mais peu importe quel méfait a été identifié, aucun des responsables n'a eu à rendre des comptes.

Une de ces enquêtes a été menée par l'Ombudsman de l'Ontario. Dans son numéro du 15 décembre 2010, le *Marxiste-Léniniste* a écrit :

« L'Ombudsman de l'Ontario a rendu un rapport accablant sur l'utilisation, par simple décret ministériel, d'une loi des mesures de guerre par le gouvernement de la province l'été dernier pour réprimer la dissidence politique lors du Sommet du G20 à Toronto. Le rapport établit que les autorités policières et les responsables du gouvernement provincial ont sciemment et impunément agi en violation de l'État de droit, de la démocratie et des droits des citoyens. Tout aussi accablant, sinon plus, est le fait que même après avoir été pris à enfreindre la loi, ces personnes et agences ne

sont pas tenues responsables de leurs actes.

« ... Comment se fait-il que la conspiration à laquelle ont participé des représentants du gouvernement, des corps policiers et de différentes agences publiques pour enfreindre la loi, suspendre les droits individuels et collectifs et déclencher une vague de violence et de terrorisme – qui se poursuit toujours avec des poursuites non fondées pour 'conspiration' contre des manifestants – n'est pas punie par la loi ? »

LML poursuit :

« L'Ombudsman conclut que le règlement était illégal et que les pouvoirs donnés à la police n'existent pas dans la *Loi sur la protection des les ouvrages publics* parce qu'ils ont été utilisés non pas pour protéger des endroits publics, mais pour réprimer la dissidence publique. Autrement dit, le cabinet du gouvernement ontarien a illégitimement invoqué la loi, par décret gouvernemental, pour attaquer le droit à la dissidence et instituer des pouvoirs extraordinaires de détentions, de fouilles et d'arrestations.

« L'enquête a également révélé que les représentants du gouvernement, comme les autorités policières, savaient que cette utilisation de la *Loi sur la protection des les ouvrages publics* était illégale et inconstitutionnelle. Ils ont mis beaucoup de peine à cacher leur activité au public[2].

Cinq ministres du gouvernement ontarien et le chef de la police de Toronto Bill Blair n'ont jamais eu à rendre des comptes de leurs activités. En échange de services rendus, Blair s'est vu offrir des fonctions au gouvernement fédéral, tout d'abord comme ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé et maintenant comme ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile. En plus, le rôle du Groupe intégré de la sécurité (GIS), qui comprend la Gendarmerie royale du Canada (GRC), la Police provinciale de l'Ontario (PPO) et les Forces armées canadiennes (représentées par le Commandement Canada qui comprend le US Northern Command), a été entièrement ignoré par le rapport de l'Ombudsman de l'Ontario simplement parce que les porte-paroles du GIS ont dit ne pas avoir été au courant et n'avoir joué aucun rôle dans la violence policière qui a été déchaînée à la fois contre les manifestants et les passants à Toronto. Ils ont dit que tout ceci a été une « erreur de communication » avec la police de l'Ontario.

Une des conclusions que *LML* a tirées est que « il est clair que pas un seul ministre impliqué au niveau fédéral ou provincial, ni aucun des responsables au niveau de la police, de l'armée et des services de sécurité impliqués n'a pris position quand il le fallait pour défendre les principes démocratiques, la primauté du droit et les droits individuels et collectifs des citoyens ! »

Un an et demi après que le rapport de l'Ombudsman a été publié, la Commission des services policiers de Toronto (TPSB) a produit son propre rapport intitulé « Examen civil indépendant des questions liées au G20 ». La principale critique qui ressort de l'examen est que le TPSB n'a pas fait le travail qui lui revient, tel que mandaté par la *Loi sur les services policiers*.

Le *TML Daily* a résumé ce rapport de la façon suivante : « Ce que démontre cet examen est que l'État canadien a jeté le discrédit sur l'état de droit. Face à la résistance contre l'offensive antisociale, l'État canadien a recours à la force et à la violence pour criminaliser les luttes du peuple qui réclame ses droits et les droits de ses collectifs. Non seulement la classe ouvrière et les Torontois et les Canadiens rejettent-ils l'examen bidon réalisé pour le TPSB, mais ils continuent de réclamer justice pour les victimes du G20 et de brandir la bannière 'Ensemble, défendons les droits de tous !'. Ils s'organisent pour renouveler les arrangements politiques au Canada et créer un état de droit moderne qui protège les droits du peuple contre l'impunité[3]. »

Ces conclusions sont aussi fraîches et appropriées aujourd'hui que le jour où elles ont été écrites. Tenons-nous tous fermement aux côtés du peuple américain et condamnons de manière sans

équivoque la violence et la terreur débridées de l'État qui sont déchaînées pour réprimer la résistance contre la violence et le racisme de l'État et les morts aux mains de la police qui demeurent impunis.

Notes

1. On peut visionner des vidéos sur les opérations d'intervention et d'enlèvement au sommet du G20 à Toronto en cliquant ici :

[Snatch and Grab video Toronto G20 2010](#)

[Daily Motion](#)

[Police Kidnapping in Toronto](#)

2. Lire [LML](#) 16 décembre 2010

3. Lire [TML Daily](#), July 27, 2012

Reportage photo

Portland, Oregon







Seattle, Washington, et Oakland, Californie

Oakland et Seattle ont connu certaines des attaques les plus violentes de la police locale et des forces fédérales. À Seattle, c'est une force plus réduite d'agents fédéraux, dont ceux de l'ICE et des unités d'élite spéciales de l'Agence des douanes et de la protection des frontières qui ont été déployés. Dans cette ville, des actions soutenues s'y sont déroulées pendant plus de deux mois et continuent d'avoir lieu. Les gens ont également créé une zone où la nourriture et les soins médicaux sont gratuits, et des espaces pour les arts, la musique, les projections de films, les discussions et les présentations ont été organisés. Cette zone a été nettoyée par la police le 1er juillet, mais de nombreuses actions continuent depuis. La manifestation du 25 juillet visait spécifiquement un nouveau centre de détention pour jeunes et exigeait qu'on mette fin à la criminalisation et à l'incarcération des jeunes.



Le 25 juillet, la quantité de gaz lacrymogène et de gaz au poivre utilisée à Seattle et Oakland était si importante qu'on pouvait à peine voir. Comme les manifestants l'ont souligné, les gaz lacrymogènes non seulement provoquent la toux – ce que tout le monde essaie d'éviter avec la COVID-19 – mais s'infiltrant immédiatement et si complètement dans le système respiratoire que les yeux, le nez, la gorge et la peau vous brûlent.

« La douleur intense provoque la panique, et vous fait aspirer plus d'air. Mais l'air que vous avalez est également saturé de gaz, ce qui provoque encore plus de panique. Comme probablement vous courrez pour échapper à la police et sortir du nuage de gaz, respirer est presque impossible. En même temps, vous ne voyez presque rien. Le gaz CS n'est pas seulement douloureux ; il vous désoriente et

provoque la panique. Les gens s'étouffent simplement en respirant et s'étouffent encore plus lorsqu'ils essaient de reprendre leur souffle », disent les médecins.

Le gaz CS est une arme chimique interdite en temps de guerre, mais largement utilisée contre ceux qui luttent pour leurs droits aux États-Unis. Malgré les gazages répétés et les nombreuses arrestations, les manifestants persistent à revendiquer le retrait des forces fédérales, la fin des violences policières racistes et de l'impunité, ainsi que l'égalité et les droits humains.

Seattle, Washington



Oakland, Californie



Photo by Brooke Anderson | @movementphotographer



New York, New York

Jusqu'à présent, le président Donald Trump n'a pas envoyé de forces fédérales à New York, qui possède l'une des forces de police les plus importantes et les plus militarisées du pays, ainsi qu'un maire et un gouverneur farouchement opposés à l'intervention des forces fédérales. Les manifestants se sont joints à ceux de tout le pays pour soutenir Portland et continuer de lutter contre les morts aux mains de la police raciste et pour revendiquer les droits.

À New York, les forces policières imposantes ont utilisé des lignes de vélos et les policiers étaient armés de bonbonnes de gaz au poivre. La police a également utilisé une fourgonnette banalisée et des policiers en civil pour « enlever » un manifestant. Des manifestants ont tenté de le libérer, mais ont été repoussés par la police à vélos qui ont encerclé la camionnette et ont ensuite harcelé et menacé les manifestants. Les gens ont été scandalisés par la provocation, car il était évident que cela avait été fait pour intimider et montrer que la police continuera d'agir en toute impunité.



Police kettle protesters during New York action in solidarity with Portland, July 25, 2020.



30 juillet 2020



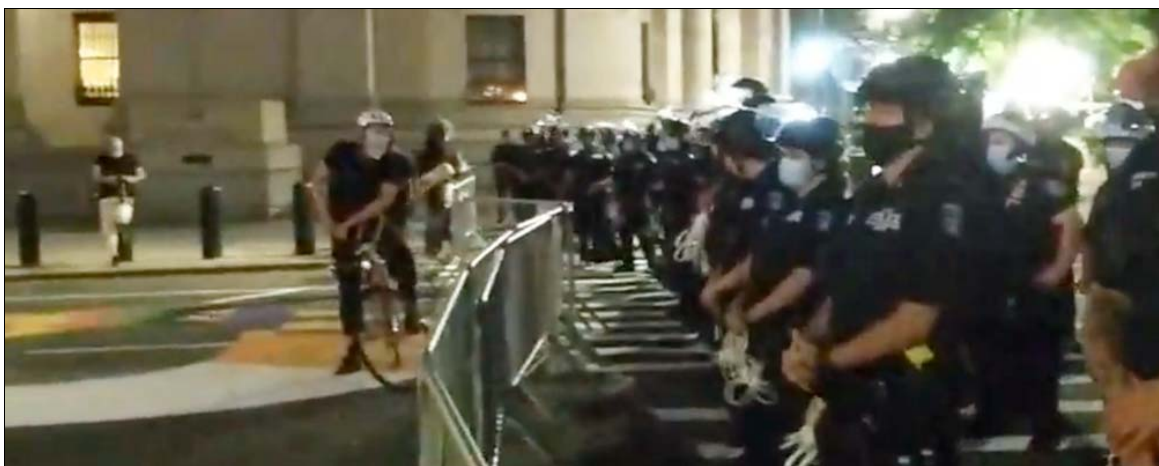
27 juillet 2020



26 juillet 2020



25 juillet 2020



24 juillet 2020

Boston, Massachusetts



Manifestation à vélo pour Black Lives Matter, 25 juillet 2020

Hartford, Connecticut



Towson, Maryland



Dover, Delaware



Washington, DC



Nouvelle clôture érigée autour de la Maison-Blanche, le 26 juillet 2020

Cleveland, Ohio





Beachwood, Ohio



Les travailleurs de la santé tiennent une vigile le 29 juillet 2020 pour ceux qui sont décédés de la COVID-19 et pour demander des ÉPI adéquats et une rémunération qui reflète les conditions de travail dangereuses pour tous les travailleurs de la santé.

Chicago, Illinois





25 juillet 2020



24 juillet 2020



La statue de Christophe Colomb est déboulonnée par les autorités en place, le 23 juillet 2020.

Bloomington, Minnesota



Richmond, Virginie





Le 28 juillet 2020, le projet d'hologrammes en hommage à George Floyd a dévoilé un hologramme de George Floyd projeté sur la statue du général Lee à Richmond, en Virginie. L'hologramme fera l'objet d'une tournée d'une semaine à travers la Caroline du Nord, la Géorgie et d'autres États le long du parcours des « Freedom Rides » de 1961. Le projet vise à transformer des espaces autrefois occupés par des symboles du passé raciste des États-Unis par un message de changement.



Columbia, Caroline du Sud



Les agents de la police fédérale visent les manifestants.

Tennessee



Louisiane



Aurora, Colorado





Los Angeles, Californie



(Photos: R. Newman, B. Flight, S. Bronin, M. Mohammed, A. Lyrix, E. Kelly, Rainy Day DJ, A. Costaganis, FDR Drive Georgia D, Shutdown DC, Stop Police Terror Project, J. Potash, A. McCaffrey, We Are California, J. Grace, Veterans Against the War, SEIU, M. Guerrero, J. Montero, Solidarity Ervin, R. Majewski, S. Lim, Lauren Serpa Photos, T. Davis, V. Hano, J. Jones, Unicorn Riot, J. Rabinowitz, Reggie from the Bay, Justin Defund SPD War, A.A. Ron, Portland Independent Documentarians, Old Spdy, Killen Dave, 909 Productions, B. Nakamura, M. Jae, R. Melgarego, S. Mirk, Clypian, Green Party, B. Anderson, Justin Defund SPD War, Mimi, A. Manyo, E. Kelley)



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez Le Marxiste-Léniniste

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca